

## BOURSE

		
<b>Montréal</b> ▲	<b>Toronto</b> ▲	<b>New York</b> ▲
Montréal 2483,58 35,80	Toronto 5015,59 62,62	New York 5679,83 85,08
VARIATION DU JOUR: 1,46% AN: 10,29%	VARIATION DU JOUR: 1,26% AN: 8,71%	VARIATION DU JOUR: 1,52% AN: 21,02%

<b>S&amp;P 500</b> 662,49 12,47	VARIATION DU JOUR: 1,92%
<b>Nasdaq</b> 1124,92 26,00	VARIATION DU JOUR: 2,37%
<b>Dollar CAN</b> 72,74 cents US -0,04	VARIATION DU JOUR: -0,05% AN: -1,33%
<b>Dollar US</b> 1,375 \$CAN 0,001	VARIATION DU JOUR: 0,05% AN: 1,35%
<b>Or</b> 386,35 \$US 0,15	VARIATION DU JOUR: 0,04% AN: 0,59%
<b>Pétrole</b> 19,37 \$US 0,59	VARIATION DU JOUR: 3,14% AN: 9,56%



**Les cadres du Sun l'emportent sur Quebecor**  
Page E 3

# Coup de pouce au marché immobilier

## Les taux retrouvent leur plus bas niveau des 30 dernières années

PAUL DURIVAGE

Le marché immobilier a reçu hier une injection inattendue d'adrénaline. Les grandes banques ont en effet abaissé d'un demi-point le taux de leurs hypothèques de deux et trois ans et appliqué des ponctions également substantielles aux termes plus éloignés.

Plus précisément, les hypothèques de deux et trois ans tombent à 6,75 et 7,5 %, respectivement.

Le terme d'un an passe de 6,5 à 6,125 % d'intérêt. Une hypothèque de cinq ans coûte 8,1 %, et non plus 8,5 % tandis que le sept ans baisse d'un quart de point de pourcentage à 8,75 %.

Ces taux entrent en vigueur aujourd'hui samedi.

Plus pratiquement, la charge mensuelle pour une hypothèque de 100 000 \$ amorti sur 25 ans passe

de 669,82 \$ à 647,26 \$ pour qui contracte aujourd'hui un emprunt d'un an.

Pour une échéance de cinq ans, l'économie mensuelle est de 25,75 \$.

La Banque CIBC a lancé cette nouvelle ronde de baisse de taux hier matin. La Banque de Montréal, la Toronto-Dominion et la Scotia ont emboîté le pas dans les heures suivantes.

Le mouvement devrait gagner les autres institutions d'ici peu.

Les taux hypothécaires sont à leur plus bas niveau des 30 dernières années. Après trois rondes de baisses consécutives en début d'année, les taux ont rebondi à la mi-mars avec le dérapage du marché obligataire américain. La situation s'était partiellement corrigée à la mi-avril. Les banques avaient alors abaissé d'un demi-pour cent le taux d'intérêt demandé pour les hypothèques fermées d'un an, lequel affichait depuis 6,5 %.

Les Canadiens qui renégocient actuellement leur hypothèque, ou ceux qui relèvent une première propriété, peuvent remercier le marché obligataire américain pour l'aubaine inespérée.

Les taux longs (de trois à dix ans) sont principalement tributaires des mouvements observés sur le marché obligataire alors que les taux courts (taux d'escompte, taux

de base et hypothèques ouvertes) suivent surtout la politique monétaire de la Banque du Canada.

Or, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, la principale référence sur le marché obligataire américain, a nettement reculé cette semaine avec la publication de statistiques économiques réjouissantes — pour le marché du moins.

Les indices d'activité des directeurs d'achats et des prix payés ont baissé, le PIB croît moins rapidement que prévu et le chômage progresse.

Tous ces éléments suggèrent un apaisement des pressions inflationnistes, ce qui a temporairement calmé les inquiétudes de voir la Réserve fédérale américaine jouer du muscle avec les taux directeurs.

Selon François Dupuis, économiste principal et stratège du

Mouvement Desjardins, les hausses de taux aux États-Unis sont définitivement reportées.

Au Canada, les statistiques américaines ravivent même les chances d'une nouvelle baisse du taux d'escompte d'ici la fin du mois de septembre, note-t-il.

La baisse des taux hypothécaires devrait contribuer à donner du nerf au marché immobilier.

Le niveau de confiance des consommateurs, combiné à des taux d'intérêt bas et à une demande grandissante, suscitent déjà une résurgence du marché immobilier partout à travers le pays.

Même à Montréal, où le marché immobilier a subi les contrecoups du référendum, le volume des ventes a progressé de 35 % ce printemps comparativement à l'année dernière.

## DOSSIER

# Bien lire avant de chialer contre l'impôt



Miville Tremblay

Les Québécois auront bientôt l'occasion de s'adonner à leur sport favori : chialer contre l'impôt.

La Commission sur la fiscalité et le financement des services publics tiendra des audiences à travers le Québec à compter du 21 août. Son but : améliorer l'efficacité, l'équité et la compétitivité du régime fiscal, tout en favorisant la création d'emplois et le financement optimal des services publics.

La Commission doit en outre émettre un avis sur le projet de loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire ainsi que sur l'opportunité de créer un fonds pour le remboursement de la dette.

Ses recommandations seront discutées lors du sommet socio-économique qui aura lieu à Montréal, fin octobre, début novembre. Le premier ministre Lucien Bouchard y complètera un cycle de consultations et de décisions sur les finances publiques et l'emploi, amorcé lors du sommet de Québec, en mars dernier.

La Commission de neuf membres sera présidée par l'économiste Alban D'Amours, vérificateur général du Mouvement Desjardins et ancien sous-ministre du Revenu.

Le gouvernement a publié 27 documents d'information pour aider les groupes qui préparent des mémoires.

La Presse présente ici un portrait sommaire de l'imposition du revenu des particuliers, qui constitue la base du régime de taxation et qui permet de lever 13,1 milliards, soit 40 % des revenus autonomes du gouvernement du Québec (excluant les transferts du fédéral).

Par la fiscalité, l'État cherche à atteindre plusieurs objectifs qui sont parfois contradictoires et qui le forcent à des arbitrages délicats. À l'évidence, le gouvernement taxe pour ramasser de l'argent, mais la démarche n'est légitime que si elle apparaît équitable.

Il souhaite encourager (et dissuader) certaines activités, sans pourtant entraîner de grandes distorsions dans les choix économiques.

Il veut un régime simple à administrer, mais qui tienne compte des particularités des individus et de leurs sources de revenus.

Enfin, dans un contexte de mondialisation des marchés, le Québec doit tenir compte de la compétitivité

de son régime fiscal et s'assurer qu'il favorise la création d'emploi et de richesse.

La dernière réflexion en profondeur sur le sujet remonte au livre blanc de 1984, qui avait simplifié la table d'impôt et amélioré l'arrimage avec les programmes d'aide aux personnes à faible revenu.

### Les pauvres et les riches

Les contribuables qui ont une plus grande capacité de payer sont plus lourdement imposés que les autres ; c'est ce qu'on appelle la progressivité de l'impôt sur le revenu.

Les contribuables qui ont un revenu inférieur à 20 000 \$ sont imposés par le Québec à un taux moyen de 4 % ; ceux qui gagnent plus de 100 000 \$, à un taux de 15 %.

Le groupe des plus pauvres compte 54 % des contribuables ; il gagne (ou reçoit) 20 % du total des revenus des Québécois et paie 7 % des impôts perçus par le gouvernement.

Le groupe des plus riches ne représente que 1 % des contribuables ; il gagne 9 % des revenus et verse 12 % des impôts.

La classe moyenne — les 37 % des contribuables dont les revenus oscillent entre 20 000 \$ à 50 000 \$ — gagne dans son ensemble la moitié des revenus des Québécois et paie la moitié des impôts.

Le groupe le plus pauvre ne tire de l'emploi que la moitié de ses revenus ; près du quart proviennent de prestations de retraite et plus d'un cinquième de l'assurance-chômage.

La fiscalité des personnes à faibles revenus est caractérisée par des programmes qui incitent les personnes à quitter l'aide sociale, notamment APPORT, qui bonifie les revenus d'emploi qui sont trop faibles pour subvenir aux responsabilités familiales.

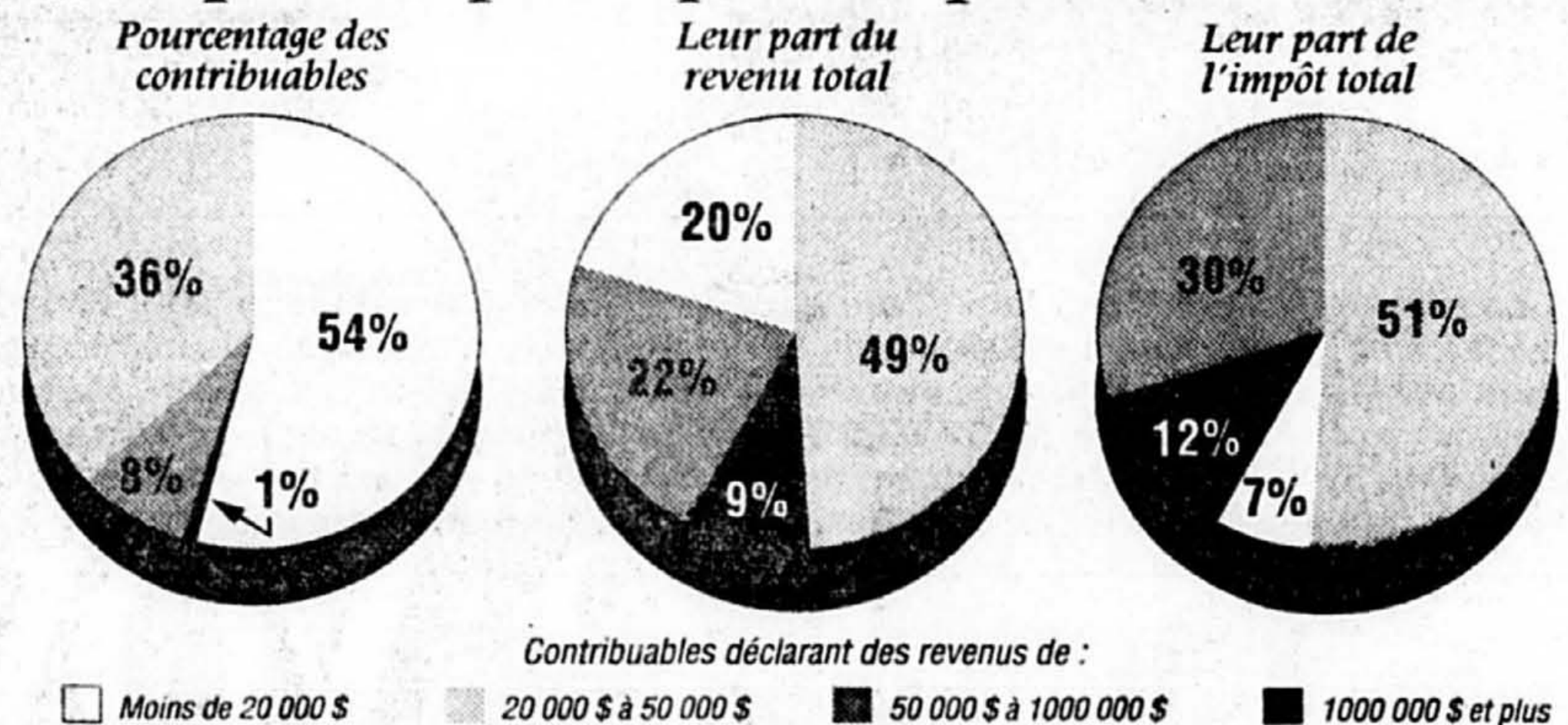
Les familles québécoises sont favorisées de bien d'autres manières : allocation à la naissance, allocation familiale, crédit pour les frais de garde, etc.

Les personnes qui déclarent des revenus supérieurs à 100 000 \$ en touchent une grande partie sous forme de dividendes, de gains en capital, d'intérêts et de revenus professionnels et d'entreprise ; l'emploi n'explique que 42 % de leur revenu.

Ces diverses sources de revenus jouissent d'un traitement particulier afin d'encourager l'investissement et d'empêcher la double imposition d'un même revenu, au niveau de l'entreprise et de l'individu.

Mais pour éviter que l'utilisation cumulée des abris fiscaux ne permette à un citoyen de se soustraire entièrement au fisc, le gouvernement a institué un impôt minimum de remplacement, que paient 8000 personnes. Malgré cela, quelque 600 individus sont parvenus à échapper aux mailles du filet.

## Les riches paient plus que les pauvres

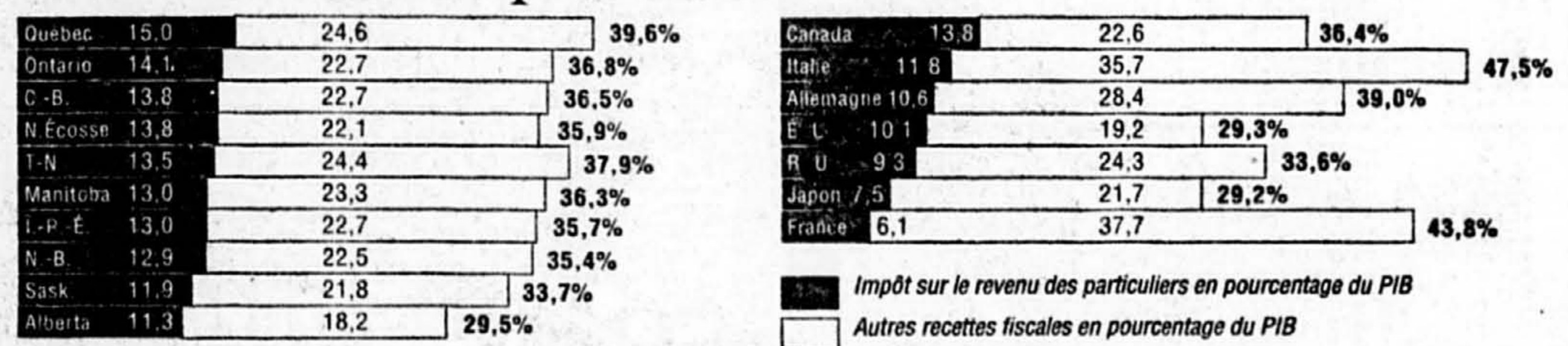


## L'impôt québécois frappe fort plus rapidement

Taux d'imposition marginaux maximums (%)	Seuils de revenu où commence à s'appliquer les taux maximums (\$)
Québec 52,9%	Québec 63 390
Saskatchewan 51,9%	Saskatchewan 63 390
Terre-Neuve 53,3%	Terre-Neuve 63 390
Manitoba 50,4%	Manitoba 63 390
Alberta 46,1%	Alberta 63 390
Ontario 52,9%	Ontario 67 300
Colombie-Britannique 54,2%	Colombie-Britannique 79 405
Nouvelle-Écosse 52,0%	Nouvelle-Écosse 81 139
Île-du-Prince-Édouard 50,3%	Île-du-Prince-Édouard 92 729
Nouveau-Brunswick 51,4%	Nouveau-Brunswick 93 024

(1) En considérant les modifications fiscales des Budgets 1996, telles qu'elles devraient s'appliquer en 1998, le taux d'imposition marginal maximum et le seuil de revenu relatif à ce taux seraient respectivement les suivants: 51,3% et 83 255 \$ pour la Nouvelle-Écosse et de 53,5% et 81 160 \$ pour la Colombie-Britannique. En 1997, l'Ontario présente un taux d'imposition marginal maximum de 51,8% et un revenu de 65 044 \$.

## L'impôt sur le revenu des particuliers pèse plus lourd dans l'économie québécoise



La fiscalité encourage les gens à épargner pour leur retraite en leur permettant de reporter l'impôt à payer sur les contributions à un REER et au régime de pension de leur employeur. Le fisc impose toutefois les revenus des retraités, bien que ceux qui ont des revenus modestes jouissent d'allègements.

L'impôt sur le revenu des particuliers — fédéral et provincial — est en proportion de la taille de l'économie, plus élevé au Québec que dans toute autre province canadienne ou tout pays du G7 : il représente 15 % du PIB.

Si on ajoute les autres recettes fiscales (taxes de vente, taxes sur la masse salariale, le carburant, le tabac etc.) le fardeau porté par les

Québécois représente 39,6 % du PIB, encore un record canadien. Dans le G7, l'Italie et la France sont par contre taxés plus lourdement.

Les comparaisons sont importantes pour les personnes qui ont des revenus élevés, car elles ont souvent des compétences recherchées et qu'elles peuvent facilement se déplacer d'une province à l'autre.

Le Québec ne bat pas de record à ce chapitre, mais figure parmi les provinces où les hauts salariés paient le plus d'impôt.

Cependant, la différence deviendra significative avec l'Ontario, qui a annoncé d'importantes réductions pour les prochaines années : un célibataire gagnant 75 000 \$, payait

2910 \$ de plus au Québec qu'en Ontario ; l'an prochain, cet écart se creusera à 4347 \$.

Nous avons tous le sentiment de payer trop d'impôt. Mais le niveau d'endettement du Québec et la priorité donnée à l'élimination du déficit ne permettent pas d'espérer un allègement du fardeau global avant quelques années.

Le jeu de la Commission est à somme nulle : pour chaque baisse, elle devra suggérer une hausse équivalente.

Source : La fiscalité des particuliers et les programmes de transfert, fascicule no 11, Fiscalité et financement des services publics, Gouvernement du Québec, 1996.



# Hausse de 8 à 10 % de l'assurance-voyage

MARIE-CLAUDE LORTIE

À l'instar de Desjardins-Laurentienne, plusieurs compagnies d'assurance-voyage augmenteront les prix de leurs services de 8 à 10 % en réponse à la décision de Québec de réduire la couverture de la carte-soleil à l'étranger.

Tout comme les changements au régime d'assurance maladie public, ces hausses entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre prochain, ou, au plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre.

« On savait qu'il y aurait des hausses de primes si Québec décidait de limiter sa couverture à l'étranger. C'est ce qui se passe. Oui, ça sera assez significatif », déclarait hier le vice-président de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, Yves Millette.

Annoncée au printemps, la décision de Québec de réduire la couverture médicale publique à l'étranger a été officialisée par un avis paru le 3 juillet dernier dans la Gazette officielle.

Selon les changements proposés, la carte-soleil ne permettra plus des remboursements de 509 \$ mais de 100 \$ par jour d'hospitalisation à l'étranger et les remboursements pour une visite externe chez un médecin à l'extérieur du pays passeront de 61 \$ à 50 \$ par jour.

C'est Assurance-vie Desjardins-Laurentienne qui a ouvert la marche, jeudi, en annonçant la décision de Québec l'obligeant à hausser ses primes d'environ 10 % en moyenne.

Mais la plupart des compagnies consultées par *La Presse* entendent faire la même chose.

La Crown Life, par exemple, augmentera ses taux d'environ 8 % en moyenne, a affirmé Bill Heidt, vice-président principal de la compagnie de Regina.

La hausse, qui dépendra grandement de l'âge de l'assuré, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre.

Du côté de la Croix-Bleue, on prévoit une hausse moyenne qui sera « probablement entre 8 et 10 % », a fait savoir Gilbert Maltais, vice-président principal de la compagnie.

L'augmentation entrera en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre mais peut-être en septembre.

Selon M. Maltais, en plus de refléter la réduction de la couverture publique décrétée par Québec, la hausse intégrera les ajustements de taux qui sont faits systématiquement par la compagnie à chaque année.

La Mutuelle Omaha entend aussi majorer ses tarifs, mais ne sait pas encore de combien.

« On attend que la politique québécoise soit officiellement adoptée avant de nous prononcer mais on s'attend à des ajustements inévitables », a déclaré Joel Donovan, porte-parole de la compagnie torontoise.

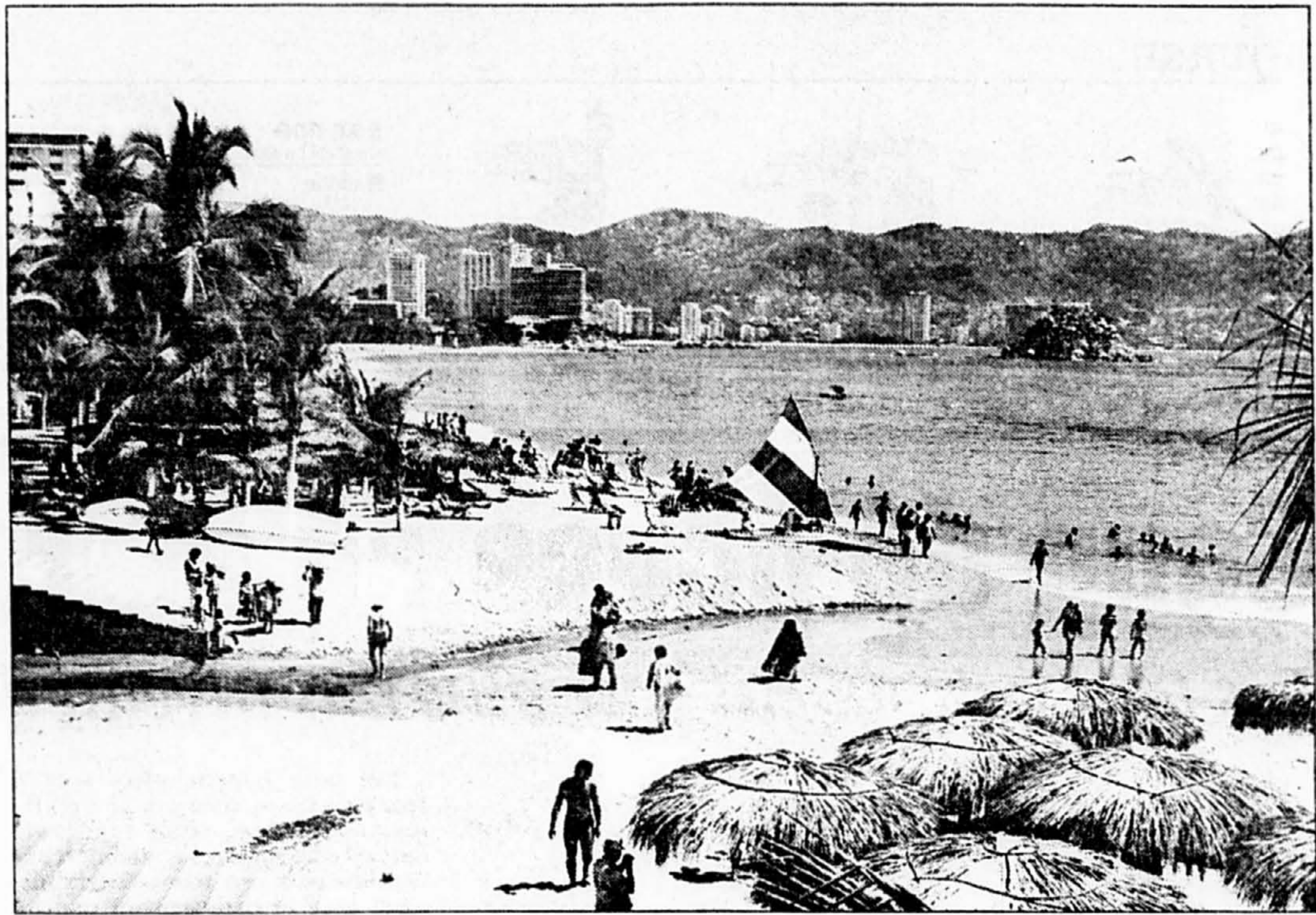
Ingle Santé, par contre, essaiera de ne pas majorer ses primes, a déclaré son président, Robin Ingle.

Les tarifs de sa compagnie, dit-il, sont déjà calculés en fonction d'une faible participation étatique, si bien que la société pourra encaisser le changement sans trop souffrir.

Ingle Santé, qui offre des produits haut de gamme propose déjà des tarifs plus élevés que ses concurrents.

Selon M. Ingle, les changements à la carte-soleil devraient provoquer une augmentation de la demande pour l'assurance-voyage.

« Imaginez. Une journée d'hospitalisation aux États-Unis peut coûter jusqu'à 2000 \$ par jour et on



Selon les changements proposés, la carte-soleil ne permettra plus des remboursements de 509 \$ mais de 100 \$ par jour d'hospitalisation à l'étranger et les remboursements pour une visite externe chez un médecin à l'extérieur du pays passeront de 61 \$ à 50 \$ par jour.

ne remboursera plus que 100 \$. Je crois que les gens comprendront maintenant plus que jamais l'importance de prendre leurs précautions avant de partir », a expliqué M. Ingle.

Selon M. Heidt de Crown Life, en réduisant ainsi sa couverture à l'étranger, le Québec s'aligne sur les politiques en vigueur dans les provinces de l'ouest du Canada depuis plusieurs années.

L'an dernier, le Québec a dépensé près de 11 millions en remboursements pour soins de santé reçus à l'étranger.

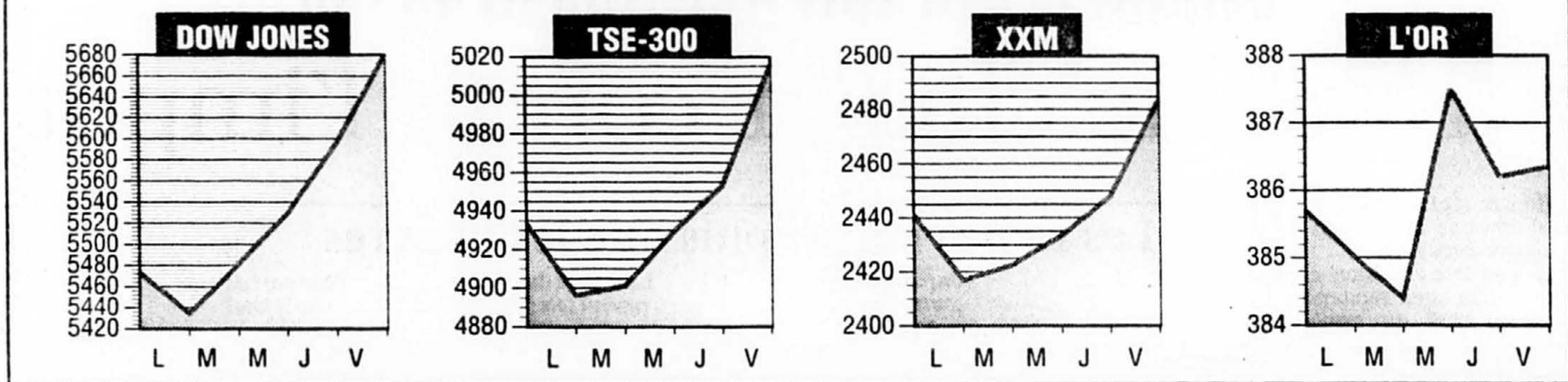
L'assurance-voyage privée, selon des chiffres fournis par la Croix Bleue, est un secteur où se brassent environ 60 millions par année.

Beaucoup de voyageurs visés par ces changements et qui devront encaisser les hausses de tarif les plus élevés sont des personnes de l'âge

d'or qui vont passer leur hiver en Floride.

Mais hier, Liliane Compte, de l'Association québécoise pour la défense des retraités et préretraités a déclaré que son organisme n'avait pas eu l'occasion de se pencher sur ce dossier, la question de l'assurance-médicaments ayant complètement monopolisé les efforts des aînés depuis quelque temps.

## REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Dopé par les espoirs de maintien des taux directeurs américains à la réunion d'août de la Réserve fédérale (Fed), l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné plus de 200 points sur la semaine, après avoir surmonté plusieurs statistiques potentiellement explosives mais qui se sont avérées positives pour le marché. À 5679,83, l'indice boursier le plus suivi dans le monde se retrouve à quelques 100 points de son record en clôture de 5778,00 établi le 22 mai. Les coupe-circuits, qui limitent les transactions informatisées lorsque la fluctuation du principal indicateur atteint les 50 points, ont été déclenchés à quelques reprises. Les bourses canadiennes ont également marqué des points. Le dollar demeure cependant toujours sous la barre des 73 cents US d'équivalence.

## Entente É.-U.-Japon sur les semi-conducteurs

Reuter VANCOUVER

Après plusieurs jours d'après négociations, les États-Unis et le Japon se sont finalement entendus hier sur l'ouverture du marché nippon des semi-conducteurs.

Washington et Tokyo avaient fixé la date-butoir du 31 juillet pour ces négociations. Après quelques progrès, les deux parties les ont prolongées jusqu'à hier.

Japonais et Américains clament

gain de cause chacun de leur côté. « Une ère nouvelle s'ouvre. C'est un accord magnifique », a dit Shunpei Tsukahara, ministre japonais du Commerce extérieur.

L'accord répond aux vœux de Washington et de Tokyo, a dit Charlene Barshefsky, la déléguée au commerce extérieur, à l'issue des négociations avec son homologue japonais.

Les fabricants de semi-conducteurs tiendront leurs gouvernements respectifs informés de l'évolution quantitative du marché nippon, estimée à 44 milliards \$US, a-t-elle dit.

La collecte de données quantita-

tives sur le marché nippon était le point crucial des négociations. Les Japonais refusaient mordicus tout objectif chiffré pour l'implantation des Américains sur le marché japonais. Un accord conclu en 1991, et qui expirait le 31 juillet, prévoyait de tels objectifs.

Les États-Unis et le Japon, selon un communiqué de Shunpei Tsukahara, inviteront l'Union européenne et d'autres intervenants à créer un forum et un conseil mondiaux des semi-conducteurs pour promouvoir la coopération dans le secteur privé.

L'idée de forum avait été avancée par les Japonais et avait reçu l'appui de l'UE, laquelle avait dépeché

un émissaire à Vancouver. Tokyo estimait que l'accord de 1991 avait donné le prétexte à Washington d'exiger des objectifs chiffrés pour l'entrée des sociétés américaines dans d'autres secteurs de l'économie japonaise.

Les Japonais en refusaient donc le renouvellement.

Environ 30 % du marché japonais des semi-conducteurs est actuellement détenu par des entreprises étrangères.

L'accord est politiquement important pour le président Bill Clinton. L'État de Californie, où l'industrie des semi-conducteurs est un gros levier de l'économie, pèse lourd dans l'élection présidentielle.

## DAC licencie la moitié des employés de son siège social

Presse Canadienne TORONTO

Distribution aux Consommateurs a licencié la moitié des 210 employés de son siège social, hier après-midi, cinq jours après s'être placée sous la protection de la Loi sur les faillites.

L'entreprise a avisé 85 personnes que leur emploi prenait fin immédiatement et a demandé à 20 autres de rester de quatre à huit semaines pour compléter certaines tâches avant de partir. « Ce fut une journée épouvantable, que puis-je dire de plus ? », a déclaré par la suite le directeur général Perry Caicco, qui occupe ce poste depuis huit mois.

« Tout ce que nous pouvons faire, c'est de nous assurer que les gens comprennent qu'ils doivent être fiers du travail accompli et que ces événements échappent à leur contrôle. »

Distribution aux Consommateurs a près de 250 millions de dettes, et la moitié de ses comptoirs de vente par catalogue pourraient être fermés. L'entreprise a décidé de procéder aux licenciements au début de la longue fin de semaine, parce que les employés avaient fait savoir qu'ils préféreraient connaître leur sort le plus tôt possible.

## PROPOSITIONS D'AFFAIRES

**RECHERCHE MAISON DE COURTAGE**  
Une société de Vancouver sérieuse désire acheter une petite MAISON DE COURTAGE AUTOMATIQUE à Montréal. Si vous pensez à vendre votre entreprise, veuillez téléphoner votre dossier au (514) 689-1071 d'où le 15 août 1996.

**OFFRE D'EMPLOI CHARGE DE COMPTES**  
Les candidats doivent être courtiers autorisés et posséder au moins 5 ans d'expérience en valeurs. Veuillez téléphoner votre C.V. et vos références salariales au (514) 689-1071 d'où le 15 août 1996. (ref. Charge de comptes) R 706

**705 FINANCEMENT**  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> hypothèque  
**ACE MORTGAGE CORP.**  
731-8585  
R 706

**710 OCCASIONS D'AFFAIRES**  
AGENT manufacturier recherché. Vente aux entreprises. Produit relié à l'informatic. 648-8737 Claude  
**ARTISTES, designers et artisans**, vous devez offrir vos produits culturels au monde entier. Expédiez C.V. et un dossier sur vos produits à : S.E.A. Inc. C.P. Les Albums, B.P. 32129, Mt. Qc. H2L 4Y5  
**ASSOCIÉ(E) DEMANDÉ(E)**  
Suite à l'achat des actions de mon partenaire, je suis à la recherche d'une (s) associée(s) active(s) ou passive(s) pour évoluer à l'intérieur d'une société de FORMATION en INFORMATIQUE et INTERNET avec contrats existants. Une mise de fonds initiale de 15 000 \$ est requise. Pour info appelez 514-843-9980  
**AUBAINE** 1 Parfum français, haut de gamme, vente en gros, 16000 bouteilles 5 fragrance, 769-9572

**AUTRUCHES/EMIEUS**, élevage en main, financement disponible, avantages fiscaux. 1-800-577-8707  
**AVEC un investissement de 26 \$** participez à la plus excitante et facile affaire investie. 332-2626

**BAR-RESTO** et salle de billard, licence d'alcool complète, centre-ville Fort Lauderdaie près de la mer, 265 000 \$ US. 954-524-1548  
**BOULANGERIE**, (spécialité pains cuitis sur briques) à 25 mt. est de Sherbrooke. En affaires depuis 1 an. Pour un vrai boulanger dans l'âme. Pour moins de 50 000 \$, 514-227-7611

**CAPPUCCINO/ESPRESSO**  
Machines automatiques  
Profit immédiat  
Investissement requis  
**1-514-961-8889 M. Roy**

**CHERCHONS** vendeur ou distributeur dans le domaine des pièces automobiles pouvant ajouter des produits pneumatiques à sa ligne. 491-7562

**EN 96, OUBLIEZ LE 9 & 1**  
Travaillez à votre compte. Firma internationale. Formation complète. (514) 333-4718

**ESTRIE CAMP DE VACANCES** des plus renommés et solidement établis. Expérience clientèle, programme camp d'été et classe nature. Aisé sur le sport équestre classique et sur les activités plein air de toutes sortes. Site de villégiature exceptionnelle de 300 acres, lac artificiel et rivière. Grand potentiel d'expansion pour projets connexes tel que camp de camping golf, auberge, collège privé ou autres. Fax à un proche gouvernement accueillant 100 000 visiteurs par année. Requête pour info appelez 514-843-9980  
**RESTO** casse-croûte, 54 places, Manville, 47 000 \$, route achalandée, en main 658-9670 460-4534  
**SPECTACULAIRE** concept de club santé / spa / restaurant ouvrant à l'hiver '96 au centre-ville de Mt. Qc. recherche partenaires actifs investissant min. 50 000 \$ Personnes sérieuses seulement. Faxez au 842-2675, à l'attention de Patricia en français.

**FINANCEMENT** Plan d'affaire, financement requis, démarrage d'entreprise, redressement par professionnel 514-591-7373

**INEDIT!** Premier séminaire au Canada. Les jeux de casino vous intéressent? Reins. 514-226-3181  
**LE SEUL FRANCHISEUR** en télécommunication au Canada, recherche des entrepreneurs dynamiques pour Mt. Qc. et banlieues et régions du Québec. Potentiel de revenus très intéressant. Investissement requis: 75000 \$ 514-952-8576  
**M'ASSOCIERAIS**  
Recherchez-vous un associé dynamique pour démarrer, redresser ou administrer une PME à potentiel? Mes 14 ans d'expérience en tant que directeur des ventes et de marketing pour une multinationale en vente de biens de consommation font tout probablement de moi le candidat idéal.  
**CONTACTER MICHEL AU 453-0146**  
**MAISON** immobilière, sur Parc sud du Mont St-Hilaire, idéal B & B ou centre de santé, etc. Grand terrain aménagé. Russeau 180 000\$. A VOIR, 1045 BÉTIQUE, 302-1766.

**OFFRE**  
50% parts bureau export, à partager avec un partenaire financier  
**Tél: (514) 978-2822**

**RESTO** casse-croûte, 54 places, Manville, 47 000 \$, route achalandée, en main 658-9670 460-4534  
**SPECTACULAIRE** concept de club santé / spa / restaurant ouvrant à l'hiver '96 au centre-ville de Mt. Qc. recherche partenaires actifs investissant min. 50 000 \$ Personnes sérieuses seulement. Faxez au 842-2675, à l'attention de Patricia en français.

**TRAVAILLEZ À DOMICILE**  
par choix, à temps plein ou à temps partiel. Domaine santé, 965 (915)

**UNIQUE AU MONDE**  
Le mari de Miami Beach est avec nous. Personnes actives, entrepreneurs, dynamiques libres de voyager pour représenter nos compagnies. Des associés et non des employés. Investissements à discuter. Contrôler et reprendre ce montant dans 3 mois. 500 000 \$ dans 6 mois et un million par année. Laissez-nous le prouver en tout temps. 514-646-6837

**717 SERVICES SPÉCIALISÉS**  
**PLAN D'AFFAIRES, AUMI**  
Services d'aide au financement et d'assistance au démarrage. Performance Dev. Inc. 299-8724  
**PLAN D'AFFAIRES**  
pour prêts et subventions gouvernementales. Argent et associés disponibles. G.R.S. 448-1446  
**VISAS D'IMMIGRATION**  
garantis pour investisseurs et entreprises familiales. 949-1972

**718 ARGENT À PRÊTER OU DEMANDÉ**  
**AI ARGENT À PRÊTER, FINANCEMENT CORPORATIF ET PRIVÉ, EXPANSION, INVENTION, AUTRE.**  
300 000 \$ ET PLUS  
GROUPE MAXIMUM 514-868-0433 819-751-3000  
Cherchez emprunt de 35 000 \$ à 400 000 \$  
Pour période de 6 mois à taux intéressant 931-4014, 781-5649  
**CHESSIONS** prêteurs, le 2e hyp. bal. vente, société garantie. 529-8476  
Cash Mobile, 966-3444, 891-3131  
SOUHAITE obtenir coup de pouce monétaire pour l'achat d'une petite auberge, petit endossement etc. Appelez Loraine au 369-1178

**714 FRANCHISES**  
**A.L. VAN HOUTTE**, dans les 150 rentées, pro raisonnable 843-9756  
**FRANCHISE** de peinture Betoneil à vendre, clientèle établie, rentable, cause maladie, aubaine 30 000 \$, five sud, 635-9262  
**FRANCHISES** de Félix & Norton à vendre, bien situées, excellente occasion, bonne réputation. Tél. 337-4300  
**LES BERGÉS**, franchise(s) recherche(s), territoires disponibles Vieux Mt. Ste-Agathe, Mont Tremblant, rue Duluth et Joliette. Demandez Jean St-Amour 504-3893

**SITES INTERNET 780**

**La Fondation DIANE HÉBERT**  
pour le don d'organes à besoin de vous.  
Faites le don!  
(514) 965-0333  
DIANES

Tous les samedis  
**Faites connaître l'adresse de votre site Internet**  
dans les propositions d'affaires de la section "Économie"  
(rubric 780)  
La Presse  
**285-7111**



# Développement régional: mythes et réalités

**I**l est assez courant d'entendre, au Canada anglais, que le Québec est largement favorisé par les subventions fédérales au développement régional. Cette opinion est particulièrement répandue dans l'Ouest canadien, où les gens ont l'impression très nette que ce sont eux qui font vivre les Québécois, par le biais des subventions fédérales. J'ai entendu la même rengaine à Vancouver, à Saskatoon, à Winnipeg, à Calgary. C'en est presque rendu à l'obsession.

Eh bien, non ! Pas du tout. Noir sur blanc, les chiffres démontrent que les Québécois sont moins favorisés à ce chapitre que la moyenne canadienne. La manne des subventions au développement régional tombe même beaucoup plus généreusement dans l'Ouest qu'au Québec.

Établissons d'abord une importante distinction. Les subventions dont on parle ici n'ont rien à voir avec les transferts aux provinces, notamment la péréquation et les contributions fédérales au financement des soins de santé, de l'éducation et de l'aide sociale. Ces transferts fédéraux sont dirigés vers les gouvernements provinciaux, qui les incluent dans leurs recettes budgétaires.

Les subventions au développement régional, de leur côté, servent à financer des programmes spécifiques, répondant à des besoins régionaux. Par exemple, les quelque 130 millions qui seront versés, principalement aux pêcheurs de Terre-Neuve, en guise de compensation pour l'effondrement des stocks de morue. Ou encore, les 400 millions consacrés au soutien du revenu des producteurs de céréales du Manitoba et de la Sas-

katchewan. Ou, enfin, les 330 millions servant à financer les efforts de diversification économique dans l'Ouest. De nombreux organismes et programmes se partagent cet argent ; au Québec seulement, le Bureau fédéral de développement régional administre une trentaine de programmes.

■■■

En 1996-97, l'ensemble de ces subventions devrait atteindre 1,7 milliard, selon les prévisions d'Approvisionnement et Services Canada.

Pour des raisons évidentes, l'argent est très inégalement réparti entre les régions. Par définition, les subventions au développement régional doivent être canalisées là où les besoins sont les plus criants.

On ne se surprendra donc pas si les provinces de l'Atlantique, les plus pauvres au Canada, reçoivent beaucoup plus de subventions que l'Ontario, la province la plus riche. Mais on peut certes sursauter quand on voit que les quatre provinces de l'Ouest, dont la population est à peine supérieure à celle du Québec, reçoivent deux fois plus de subventions au développement régional. Dans ces conditions, Manitobains et Saskatchewanais sont bien mal placés pour chialer contre la générosité des subventions fédérales à l'endroit des Québécois. Cette « générosité » n'est qu'un mythe.



Claude Picher

S'il y en a qui auraient de bonnes raisons de se plaindre, ce sont en fait les Ontariens, qui, toutes proportions gardées, reçoivent 14 fois moins de subventions que les provinces de l'Atlantique, six fois moins que l'Ouest, et trois fois moins que le Québec. Les programmes ontariens les plus connus concernent surtout le développement économique du nord de la province.

■■■

Le tableau, ci-contre, montre la répartition des subventions au développement régional pour l'exercice en cours. En comparant ces montants avec la population de chaque région, on peut assez rapidement voir qui sont les gagnants et les perdants.

Deux ou trois constatations sautent aux yeux. Ainsi, les provinces de l'Ouest, bien que comptant pour 30 % de la population canadienne, reçoivent 42 % des subventions au développement régional. Oui, oui, vous avez bien lu, l'Ouest !

Comme il fallait s'y attendre, les quatre provinces de l'Atlantique font figure d'enfants gâtés, et l'Ontario doit se contenter d'un maigre 14 \$ par habitant.

Le Québec, quant à lui, avec 25 % de la

Région	Subventions (\$ millions)	Population ('000)	Subvention per capita
Atlantique	486	2 409	202 \$
Ouest	734	8 763	84 \$
Québec	369	7 334	50 \$
Ontario	150	11 100	14 \$
Canada	1 739	29 606	59 \$

Source : Statistique Canada, Approvisionnements et Services Canada, Institut Fraser. Infographie La Presse

population canadienne, ne reçoit que 21 % du gâteau. Cela explique que les subventions au Québec, sur une base per capita, soient légèrement inférieures à la moyenne nationale.

Cette situation est d'autant plus surprenante que le Québec est loin de figurer parmi les provinces les plus riches du Canada. Mois après mois, le taux de chômage, au Québec, est maintenant supérieur à celui du Nouveau-Brunswick.

Le revenu familial moyen, au Québec, est de 10 % inférieur à la moyenne canadienne. La croissance économique québécoise est la plus faible au Canada.

Les investissements au Québec sont en recul de 2 % cette année, alors qu'ils progressent de près de 1 % dans le reste du Canada.

Rappelons-nous donc ces chiffres, la prochaine fois que nous entendrons quelque *red-neck* meugler que les Québécois jouissent d'un traitement de faveur...

# Les cadres du Sun l'emportent sur Quebecor

Presse Canadienne  
TORONTO

Les cadres de Toronto Sun Publishing Corp. ont eu la main haute, dans la lutte qui les opposait depuis quelque temps à Quebecor pour l'achat des journaux de la chaîne Sun.

La société Rogers Communications a annoncé hier, une entente avec le groupe de cadres visant à céder les parts de 62,5 % qu'elle détient dans les journaux Sun.

L'entente, qui s'élève à 410,8 millions ou 16 \$ par action, permet au groupe d'acquiescer les quatre tabloids Sun — Toronto, Edmonton, Ottawa et Vancouver — en plus de la série d'hebdomadaires et du quotidien *Financial Post* qui comprend la chaîne Sun.

L'offre de Quebecor — le seul concurrent de la direction des journaux Sun — avait suscité un énorme tollé au sein de l'establishment journalistique canadien anglais.

Rogers a indiqué qu'il céderait l'ensemble de ses actions. Aucune nouvelle offre ne sera acceptée, à moins qu'elle n'avance 16,50 \$ par action ou plus, en liquide, pour l'ensemble de Toronto Sun Publishing (TSPC).

Lors de la fermeture de la bourse de Toronto, jeudi, les actions de TSPC s'échangeaient à 16,10 \$.

« Nous sommes enchantés que la direction et les employés du Sun fassent partie de l'offre gagnante »,

a mentionné le président de Rogers, Ted Rogers, dans un bref communiqué.

L'offre est appuyée financièrement par le puissant Régime de retraite des professeurs de l'Ontario et par la banque CIBC.

« Nous avons rencontré un tas de difficultés en cours de route, a commenté le président de TSPC, Paul Godfrey. Mais maintenant, la vue au sommet nous paraît terriblement belle. »

Pour sa part, le vice-président aux affaires gouvernementales et au développement corporatif de Quebecor, André Gourd, s'est refusé à tout commentaire. La compagnie émettra un communiqué la semaine prochaine, a-t-il indiqué.

Suite à l'offre d'achat de Pierre Péladeau, plusieurs journalistes du Canada anglais avaient protesté contre la mainmise éventuelle du président de Quebecor sur la chaîne Sun. Un reporter du *Financial Post*, Allan Forthingham, avait accusé M. Péladeau d'être un « ex-alcoolique, un séparatiste qui n'ose pas l'avouer, et un calomniateur de juifs ».



Le champagne a été sablé au Toronto Sun quand Rogers Communications a annoncé la décision favorable à la proposition des cadres de l'entreprise.

L'éditrice du *Financial Post*, Diane Francis, avait même préconisé un boycott de son propre journal par ses lecteurs.

En entrevue, M. Péladeau a sou-

tenu que ces attaques ne nuiraient pas à l'offre de Quebecor.

Rogers Communications, un conglomérat d'organes de presse établi à Toronto, avait mis en vente

ses parts de TSPC dans une tentative de redresser sa situation financière. Le groupe a indiqué qu'il avait perdu 338 664 \$ par jour au cours des six derniers mois.

## En bref

### L'usine de wollastonite de Ressources Orléans devient réalité

■ Ressources Orléans a finalisé le financement nécessaire à la mise en exploitation de son gisement de wollastonite dans la région du Lac St-Jean. Tous les travaux préparatoires relatifs à la construction débuteront sous peu avec l'octroi des contrats d'excavation, de bétonnage et de structure métallique. Cette nouvelle fait suite à la clôture d'un prêt à long terme de 15,2 millions consenti à Orléans par Capital d'Amérique CDPQ, membre du Groupe Participations Caisse, et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ). Cambior agira comme gérant de construction et recevra des débentures convertibles aux mêmes termes pour un montant de 1,8 million en contrepartie des services rendus. La wollastonite est un minéral cristallin de couleur blanche recherché dans des utilisations spécialisées de haute technologie comme les composites de plastiques automobiles et les matériaux de construction.

### OPA de C-Mac sur Circo Craft

■ C-Mac Industries, de Sherbrooke, au Québec, un fabricant de produits de haute technologie, a lancé hier une offre publique d'achat de 146 millions sur Circo Craft. Cette entreprise a annoncé hier la formation d'un comité spécial d'administrateurs indépendants qui la conseillera sur la recommandation à présenter aux actionnaires. C-Mac offre 9,50 \$ l'action et vise à faire l'acquisition de la totalité des actions de Circo Craft. Ces deux entreprises de haute technologie sont profitables et inscrites aux bourses de Toronto et Montréal.

### Labatt crée une coentreprise avec un brasseur dominicain

■ La République Dominicaine

compte une nouvelle entreprise brassicole et une nouvelle bière par suite de la création d'une coentreprise entre La Compagnie de brassage Labatt et Cerveceria Vegana en République Dominicaine. Cette nouvelle bière a été mise au point par des maîtres-brasseurs des deux entreprises associées en tenant compte des goûts des buveurs de bière dominicains. La Soberana affrontera la Présidente qui occupe actuellement 98 % du marché de la bière du pays. « La coentreprise est un événement marquant pour Labatt, explique Hugo Powell, président de la Compagnie de brassage Labatt et chef de l'exploitation pour les Amériques chez Interbrew S.A. Notre association avec Cerveceria Vegana et le lancement de la Soberana en République Dominicaine constituent notre première intrusion dans le deuxième marché en importance aux Antilles en plus d'être une étape importante dans l'expansion de nos affaires dans les Amériques. »

### Vidéotron et Vanguard s'entendent

■ Le Groupe Vidéotron, par le biais de sa filiale américaine VPC Corporation, et Vanguard Communications ont annoncé conjointement hier qu'ils avaient « résolu avec succès tous les différends et toutes les procédures en cours, y compris la poursuite qui avait été initiée par Vanguard en janvier 1996 » relativement à Optel Inc., une entreprise détenue par VPC et Vanguard. En vertu de l'entente de règlement, VPC a acheté 12 540 actions de catégorie B d'Optel de Vanguard pour la somme de 20 millions \$US. Ce bloc d'actions représente environ 10 % des actions ordinaires en circulation d'Optel. Suite à cette transaction, VPC détient environ 84 % des actions d'Optel, alors que Vanguard en détient 16 %.

### Loeb résilie ses contrats avec 19 franchisés

■ La société Loeb a avisé hier 19

de ses franchisés qu'elle mettra fin à leur relation d'affaires dans trois mois. Loeb a Société a expliqué que devant l'attitude de ce groupe de franchisés, elle ne voyait pas d'autre façon de protéger ses parts de marché et les emplois rattachés aux magasins en question. « De toute évidence, à en juger par leurs propres déclarations, ces franchisés ne sont plus intéressés à poursuivre leur relation d'affaires avec Loeb. Aussi, vaut-il mieux y mettre fin le plus tôt possible », a déclaré le vice-président principal, de Loeb, M. Jim Robertson. Loeb, une filiale de Provigo, forme un réseau de 111 magasins d'alimentation concentrés en Ontario et qui emploient un total de 8600 personnes.

### Imasco vend 184 restaurants Roy Rogers

■ Imasco a annoncé hier que sa filiale américaine Hardee's Food Systems avait conclu la vente de ses 184 restaurants Roy Rogers à la chaîne McDonald's Corp. pour environ 101 millions CAN. Ces restaurants sont concentrés dans la région de Baltimore-Washington. Imasco avait révélé en décembre son intention de se départir de Roy Rogers. Les 69 restaurants de New York avaient été les premiers vendus. Imasco a déjà pris une provision spéciale de 239 millions \$ à l'encontre de cette division au quatrième trimestre.

### Cantel a triplé le nombre de ses abonnés

■ La compagnie Cantel a annoncé une augmentation record du nombre des abonnés à ses services cellulaires, hier, alors qu'elle publiait les résultats de son deuxième trimestre terminé le 30 juin 1996. Le nombre net de nouveaux abonnés aux services cellulaires - excluant les débranchements - du réseau Cantel qui se sont ajoutés durant le trimestre est de 62 100, soit le triple des 20 200 nouveaux abonnés pour le deuxième trimestre de 1995. Au 30 juin 1996, le nombre cumulé des abonnés de Cantel aux services cellulaires était de 1 186 700. Cela s'est traduit par une hausse de 21,2 % du revenu total de l'entreprise durant le deuxième trimestre, à 273,5 millions, contre 226,7 millions durant la même période de l'exercice précédent.

### CAL Corporation assumera l'entretien du SARSAT

■ L'entreprise CAL Corporation assumera l'entretien du système spatial utilisé dans le monde entier pour la détection, le repérage et le sauvetage des victimes d'accidents dans les zones terrestres, maritimes et aériennes éloignées, a annoncé hier le gouvernement fédéral. Ce système de dépistage par satellite

pour la recherche et le sauvetage est connu sous le nom de SARSAT, est un programme international efficace qui permet de sauver des vies. Ce contrat s'étend jusqu'en mai 1998 et sa valeur est de 781 000 \$.

### Perte de 9,4 millions d'Uniforêt

■ Uniforêt a essuyé une perte nette de 9,4 millions (0,25 \$ par action) pour le second trimestre terminé le 30 juin. Ce résultat constitue un recul par rapport au trimestre correspondant de l'année 1995 puisque l'entreprise avait alors déclaré un bénéfice net de 5,9 millions, ou 26 cents par action. Pour le semestre terminé à la même date, la perte nette a été de 12,7 millions (34 cents par action), comparativement à un bénéfice net de 8,2 millions pour la même période de 1995.

**Le nouveau Service aux clients privilégiés de Midland Walwyn vous offre :**

- Un taux d'intérêt élevé sur votre compte-chèques, actuellement de 4,25 %
- Privilège de chèques sans frais
- La carte Visa Or de Midland Walwyn/Banque Laurentienne
- Services télébancaires

Appelez-nous pour obtenir plus de renseignements :  
Louis L'Heureux (514) 688-4164  
1-800-268-1004

**MIDLAND WALWYN**

Le sans des valeurs Blue-Chip est une marque de commerce de Capital Midland Walwyn Inc. Membre du Fonds canadien de protection des épargnants. \*Taux en vigueur le 30 juillet 1996, pouvant varier avec le taux privilégié. \*Marque déposée de la Banque Laurentienne du Canada et de Midland Walwyn.

**MOBILIER DE BUREAU**

**30 JUILLET AU 15 AOÛT**

- POUR SALLE DE CONFÉRENCE
- POUR SECRETARIAT
- CLOISONS AMOVIBLES OU
- AGENCEMENT COMPLET
- MOBILIER DE DIRECTION
- PHOTOCOPIEURS

**RABAIS SUR TOUT**  
SALLE DE MONTRE DE 25 000 PI CAR.  
400, RUE DU PARC INDUSTRIEL  
LONGUEUIL TÉL. : 677-8955  
ROUTE 132, SORTIE R.-THÉRIEN, 1re  
RUE À DROITE







LA BOURSE EN BREF

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and various market indices for Montreal and Toronto.

Le baromètre

Statistiques économiques

Table with 4 columns: Période de référence, Données pour la période de référence, Var. en % depuis la période précédente, and various economic indicators.

L'emploi dissipe les craintes

Selon Reuter et PC Les actions américaines ont progressé de concert avec les obligations grâce à une dissipation des craintes de la ré-surgence de l'inflation et de hausse des taux.

C'est le meilleur des mondes. Pour le marché obligataire, une série de statistiques s'accordent à dire qu'il ne sera pas nécessaire de relever les taux, dit un analyste chez Stovall 21st Advisers.

Il y a eu 193 000 emplois créés aux Etats-Unis en juillet contre 220 000 (chiffre révisé) le mois précédent, le taux de chômage s'établissant à 5,4 % contre 5,3 %.

Le marché anticipait 207 000 créations d'emplois en juillet et un taux de chômage de 5,4 %.

À 11,80 \$US contre 11,82 \$ en juin, le salaire horaire affiche une baisse de 0,2 % comparé à une hausse de 0,8 % le mois précédent.

La semaine ouvrée a atteint en moyenne 34,3 heures, contre 34,7 en juin. Le marché attendait 34,5 heures. Les Jeux olympiques d'Atlanta ont permis la création de 10 000 emplois, précise le département du Travail.

Vingt-cinq mille emplois ont été créés dans le bâtiment mais 20 000 ont disparu dans l'industrie. Dans les services, 192 000 emplois ont été créés après 204 000 en juin.

La moitié des emplois créés l'a été dans le commerce de détail avec un total de 89 000, notamment dans la restauration, ce qui pourrait s'expliquer par la tenue des Jeux Olympiques d'Atlanta.

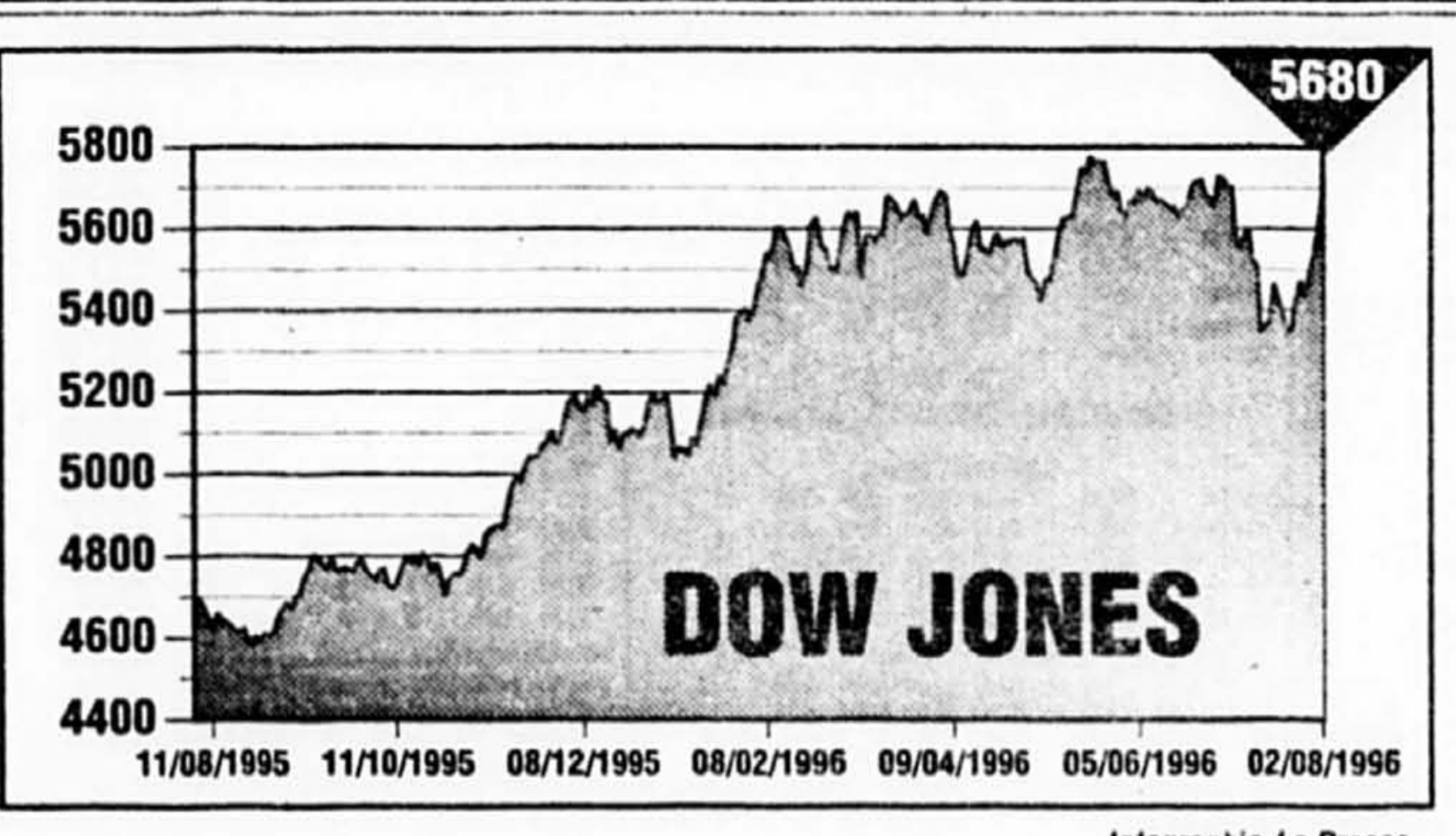
Les cours étaient également en hausse lors d'une séance modérée à la Bourse de Montréal. L'indice XXM a pris 35,80 points à 2483,58.

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and various market indices for New York and NASDAQ.

Table with 4 columns: Période de référence, Données pour la période de référence, Var. en % depuis la période précédente, and various economic indicators.

Source: Statistique Canada CANSIM (Information: 514-283-5725)

Bourse de New York

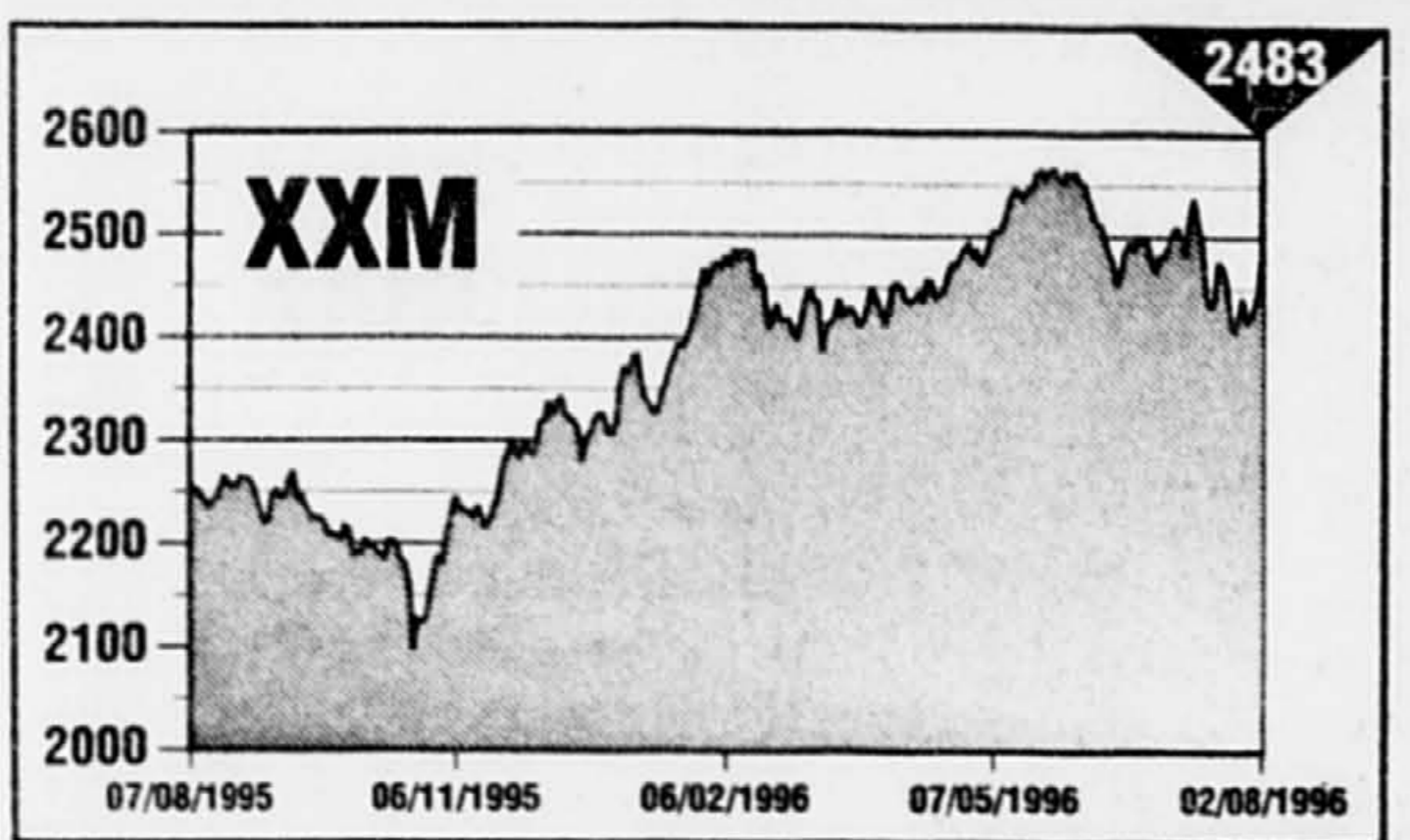


Infographie La Presse

Large table with multiple columns listing various stocks, their prices, and other financial data.



Bourse de Montréal



Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les dix premières décimales apparaissent.

Div = Dividende par action sur une base annuelle.
CB = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.
Ventes = En centaines sauf si la mention «+» (unités) apparaît.

Explication des codes
Bourse de Montréal et Toronto

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Fonds mutuels
Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une part en un dollar à la date de la dernière évaluation officielle.

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Table with columns: Code, Description, and various financial metrics.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Options Canadiennes

Large table of Canadian options data with columns for various financial metrics and company names.







Fonds mutuels

Table of mutual funds with columns for fund name, value, and other metrics. Includes sections for 'Fonds Can.', 'Fonds US', and 'Fonds Int.'.

TALVEST advertisement featuring a bar chart and text: 'Nouvelle Économie', 'Rendement au 30 juin 1996', '1 an : 15,78%'. Includes contact information for Internet: marketing@talvest.com.

Textual content on the left side of the Talvest advertisement, including 'Fonds Can.' and 'Fonds US' headers.

Textual content on the right side of the Talvest advertisement, including 'Fonds Int.' and 'Fonds US' headers.

Textual content in the bottom left section, including 'Fonds Can.' and 'Fonds US' headers.

Textual content in the bottom middle section, including 'Fonds Int.' and 'Fonds US' headers.

Textual content in the bottom right section, including 'Fonds Int.' and 'Fonds US' headers.

Les rapports financiers express

Table of financial reports for various companies, including columns for 'COMPAGNIES', 'PROFITS (PERTES) (\$000)', and 'REVENUS BRUTS (\$000)'.

Les dividendes

Table of dividends for various companies, including columns for 'Taux', 'Paiement', and 'Enreg.'.

Les titres au comptoir (DE TORONTO)

Table of securities listed on the Toronto stock exchange, including columns for 'Valeurs', 'Ventes', and 'Achats'.

Alberta

Table of Alberta-related data, including 'Série Suite de la page E 6' and 'Série Suite de la page E 7'.

Les métaux

Table of metal prices, including 'FERRETURE - (CATÉGORIE-A-)', 'ZINC (qualité supérieure)', and 'ALUMINIUM'.

Les obligations

Table of government bonds, including 'GOUVERNEMENT DU CANADA' and 'PROVINCIAL'.

Les heures étrangères

Table of foreign exchange rates, including columns for 'Auj.', 'Hier', 'Haut', and 'Bas'.

Le pétrole

Table of oil prices, including 'NEW YORK (API) par baril en \$ US' and 'Saudi Arabia Brent'.

Advertisement for 'A VOS MARQUES, prêts... lisez' with 'La Presse' logo and 'Sports' text.

Advertisement for 'Opt. Cda' with 'la Presse' logo and 'toes les jours dans' text.